

Richard Bergeron  
Urbaniste, fondateur de Projet Montréal  
Chroniqueur urbain à Radio-Canada

## L'avenir démographique du Québec, horizon 2041

### L'ISQ a peu à voir avec l'avenir démographique du Québec

Dans un premier article, nous avons vu que les récentes perspectives démographiques publiées par l'ISQ annoncent une intense période d'étalement urbain sur tout le sud du Québec, combinée au déclin marqué de la langue française à Montréal et Laval.

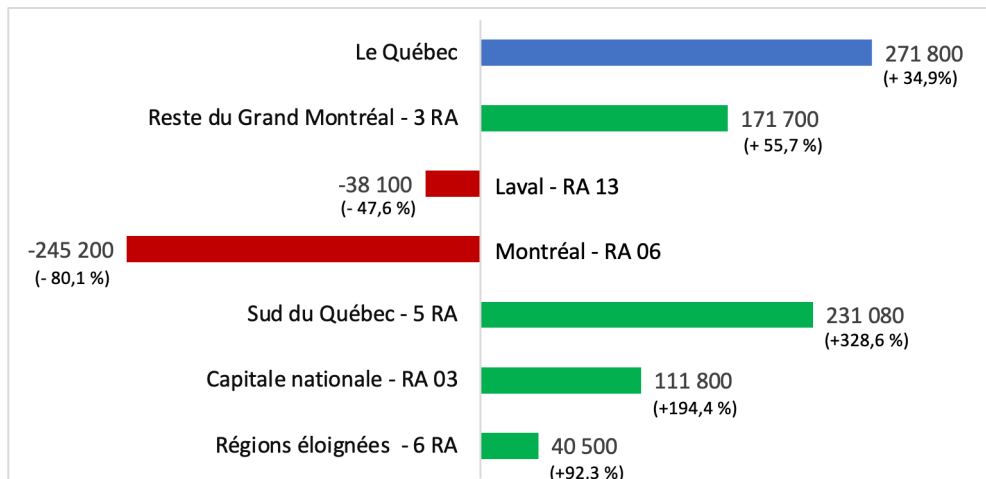
Jusqu'à quel point doit-on croire à cette inquiétante vision d'avenir ? Avec énormément de circonspection, comme on le verra.

#### Examinons l'outil

L'on comprend que d'une édition des perspectives démographiques à l'autre cycliquement produite par l'ISQ, les chiffres vont changer. Si l'on compare ce qui était annoncé il y a cinq ans à l'édition 2019 et ce qui l'est aujourd'hui à l'édition 2024, ce n'est plus à un changement mais à un véritable bouleversement que l'on assiste.

#### Modifications apportées par le scénario de référence des Perspectives démographiques 2024 de l'ISQ, par rapport au scénario de référence 2019

Nombre d'habitants en plus ou en moins, en absolu et en pourcentage



Source : Institut de la statistique du Québec, Mises à jour 2019 et 2024 des perspectives démographiques du Québec et de ses régions, 2021-2066, scénarios de référence

**6 RA Éloignées** : Bas-Saint-Laurent (01), Saguenay-Lac-St-Jean (02), Abitibi-Témiscamingue (08), Côte-Nord (09), Nord-du-Québec (10), Gaspésie-Îles-Madeleine (11).

**5 RA Sud du Québec** : Mauricie (04), Estrie (05), Outaouais (07), Chaudière-Appalaches (12), Centre-du-Québec (17).

**3 RA Reste du Grand Montréal** : Lanaudière (14), Laurentides (15), Montérégie (16).

À cinq années d'intervalle, 2019 à 2024, l'ISQ retire à Montréal et Laval 283 000 habitants. Pour Montréal, c'est 80 % de sa croissance démographique attendue sur l'horizon 2041 qui disparaît, contre 50 % de la sienne pour Laval.

Tout aussi spectaculaire, mais dans l'autre sens, l'ISQ triple l'accroissement de population attendu pour la région Capitale Nationale, passant de 57 500 habitants supplémentaires aux perspectives 2019, à 169 300 aux perspectives 2024. Concernant le reste du sud du Québec, la multiplication n'est plus par trois, mais par plus de quatre.

On conviendra qu'au premier abord, de tels revirements de la part de l'ISQ, en tout juste cinq années, cela ne fait pas très sérieux.

## Expliquer ce bouleversement

### Ajustement à l'évolution récente

En seconde moitié de la décennie 2010, Montréal a connu une croissance démographique supérieure à celle des couronnes. Ce que voyant, l'ISQ a produit ses perspectives 2019 lui accordant une croissance de 306 000 habitants entre 2021 et 2041. Puis est venue la pandémie COVID-19 qui a été ponctuellement très dure pour Montréal, en plus d'affecter son développement à moyen et long terme, du fait du télétravail et de la relance de l'étalement urbain qui s'ensuit, jusqu'à l'hyper-étalement que j'ai évoqué dans un premier article. Cela a sans doute compté à l'ISQ lors de la préparation des perspectives 2024

Nous venons d'identifier un premier facteur expliquant que sur un même horizon cible, les chiffres changent d'une édition à l'autre des perspectives démographiques : l'ISQ ajuste ses prévisions à l'évolution récente constatée.

Cela dit, les déclassements de Montréal et Laval sont trop cinglants, et, en sens contraire, les embellies constatées partout ailleurs au sud du Québec sont d'une telle portée, qu'il faut chercher un facteur explicatif plus significatif.

### L'influence politique

Commençons par un exemple simple. Ce n'est pas l'ISQ qui a souhaité qu'il y ait 50 000 habitants supplémentaires au centre-ville de Montréal en 2030, 100 000 en 2050. C'est la Ville de Montréal qui a fixé ces objectifs dans sa **Stratégie Centre-Ville**. Le rôle de l'ISQ se limite, après coup, à constater que le premier objectif, celui de 50 000 nouveaux habitants, a été atteint... du reste avec plusieurs années d'avance.

Cet exemple suffit à démontrer que c'est d'abord et avant tout par la politique que notre avenir collectif est défini. Ce qui vaut à l'échelon municipal vaut d'autant plus aux deux paliers supérieurs de l'État :

- Ottawa est responsable de l'immigration. Quelle sera la population du Québec sur tel ou tel autre horizon temporel ? Cela dépendra des orientations prises par les gouvernements en poste à Ottawa;

- Québec est pour sa part responsable du développement régional, notamment sous l'angle démographique. Quelle sera la population des régions du Québec sur tel ou tel autre horizon temporel ? Cela dépendra des orientations prises par les gouvernements en poste à Québec.

Il est important ici de réaliser que l'ISQ est une composante de l'État québécois. Elle ne sort pas les chiffres qu'elle publie du chapeau, mais traduit en chiffres l'orientation souhaitée par le gouvernement en poste à Québec à un moment quelconque. Fort de cette clef, constatons que :

- Élu une première fois en octobre 2018, l'échéance était trop serrée pour que le gouvernement Legault eut une influence sur les perspectives 2019 de l'ISQ. Cette édition reflète plutôt le tropisme montréalais des gouvernements Charest et Couillard;
- Le gouvernement Legault a toutefois pesé de tout son poids sur l'édition 2024 des perspectives. Ce qui éclaire le déclassé de Montréal et Laval, où la CAQ ne compte que 3 élus sur un total de 33. Réciproquement, le gouvernement Legault a indéniablement un fort tropisme « reste du Québec », où il a fait élire 87 de ses 90 députés en 2022 et où 92 % de la population est francophone.

Ce qui précède suffit à prouver que les perspectives démographique cycliquement produites par l'ISQ ne sont pas les outils de planification que l'on croit.

## Conclusion

J'sais pas vous, mais moi je suis rassuré qu'en quelque matière que ce soit, ce sont les instances politiques qui planifient l'avenir souhaité et mettent en oeuvre les moyens de le réaliser concrètement. En d'autres mots que c'est non pas l'ISQ qui, fort de sa « scientificité » apparente, contraindrait le **Politique**.

J'apprécierais toutefois que le **Politique** assume ouvertement ses choix d'avenir, non pas qu'il les dissimule dans la production d'un institut statistique qu'il contrôle.